

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 22/12/2023

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2023

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PPMPP Sarl**

7 rue de l'Amiral d'Estaing  
75016 Paris

Références : JR/2023-1584  
Code AIOT : 0006802447

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2023 dans l'établissement PPMPP Sarl implanté ZAC de Saint-Jean Route de canals 82170 Grisolles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection est une inspection réactive qui s'inscrit dans le cadre de l'incendie du container du groupe motopompe qui a eu lieu sur le site PPMPP aux premières heures du 29 novembre 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PPMPP Sarl
- ZAC de Saint-Jean Route de canals 82170 Grisolles
- Code AIOT : 0006802447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La Société PROUDREED est titulaire de l'autorisation d'exploiter un entrepôt de stockage de produits phytosanitaires, de produits toxiques et de liquides inflammables sur la ZI Saint-Jean à Grisolles.

L'entrepôt, d'une surface de stockage d'environ 5 200 m<sup>2</sup> (49 500 m<sup>3</sup>), est constitué de 12 cellules de stockage. Il a une capacité totale de 4 605 tonnes de produits (6 579 palettes).

Le site est actuellement loué à la société Gamm Vert qui y exerce une activité de stockage.

Cet établissement est autorisé à fonctionner par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1991 modifié, sous le régime de l'Autorisation, avec statut Seveso Seuil Haut.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- visite réactive suite à incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Information incident/accident	Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article 6	Lettre de suite préfectorale	15 jours
2	Indisponibilité de l'extinction automatique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	Lettre de suite préfectorale	15 jours
3	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	Lettre de suite préfectorale	15 jours
4	Vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection à chaud suite à l'incendie n'a pas permis de rencontrer l'exploitant, basé en région parisienne. Ce dernier devra fournir les justificatifs demandés, notamment un rapport d'incident et les derniers rapports de vérification périodique des installations électriques et des moyens de défense incendie du site. Les dégâts sont limités au container du groupe motopompe, mais ils ont entraîné la perte temporaire de l'extinction automatique des cellules de stockage. Ces dernières ne contiennent que très peu de marchandise, et aucune matière dangereuse. Pour pallier à cette défaillance temporaire de l'extinction automatique, l'exploitant a mis en place une présence humaine qualifiée à toute heure sur le site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Information incident/accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'accident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.</p> <p>L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire</p>

de celle-ci.

Un registre rassemblant l'ensemble des déclarations faites au titre ce présent point est tenu à jour et mis à disposition de l'inspection des installations classées. Un compte rendu écrit de tout accident ou incident est conservé sous une forme adaptée.

Sauf exception dument justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'inspection a été avertie le 29 novembre 2023 à 11h par le SDIS 82 qu'un incendie s'était déclaré sur le site PPMPP aux premières heures de la journée. L'intervention des pompiers a permis de l'éteindre.

La présente inspection réactive a été menée ce même jour en début d'après-midi avec le locataire du site, à savoir la société Gamm Vert, en l'absence de l'exploitant, localisé hors du département de Tarn-et-Garonne.

Le locataire explique que l'incendie s'est déclaré autour d'une heure du matin, au niveau du groupe motopompe (GMP) qui alimente l'extinction automatique des cellules de stockage.

Ce groupe motopompe est situé dans un container à l'extérieur des bâtiments. Il n'y a pas eu de propagation du feu. L'inspection constate que les dégâts de l'incendie se limitent à ce container, sans concerner l'entrepôt.

Le locataire explique que le feu a été détecté par la télésurveillance. Une levée de doute a été effectuée par un agent de sécurité qui une fois sur place a demandé l'intervention des pompiers.

Les causes de l'incendie ne sont pas identifiées. L'inspection de l'entrepôt menée par les pompiers n'a relevé aucun départ de feu dans le bâtiment, qui aurait pu initier la mise route du GMP.

L'inspection constate que certains éléments plastiques n'ont pas fondu dans le container. Le chauffage électrique du container est intact.

Le locataire indique que le GMP est testé de manière hebdomadaire par un sous-traitant diéséliste.

A la demande l'exploitant, le locataire a transmis un état des stocks à la date de l'inspection. Cet état des stocks inventorie un peu moins de 378 tonnes de matière combustible et atteste de l'absence de produits dangereux. L'inspection constate par sondage que les produits stockés (aquarium, petite épicerie, mobilier de jardin, ...) et leurs volumes apparents sont conformes à cet inventaire.

Le poteau incendie devant l'entrée du site, testé en mai, s'est avéré hors service et inutilisable par les pompiers lors de leur intervention. L'inspection constate son endommagement, ainsi que la présence d'un intervenant de la société Veolia travaillant à sa remise en service. L'inspection demande à l'exploitant la confirmation de cette remise en service.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un rapport d'accident analysant les causes de ce sinistre et les mesures à prendre pour éviter qu'il ne se reproduise, sur le modèle proposé par le BARPI, et téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 2 : Indisponibilité de l'extinction automatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p>
<b>Constats :</b> Le locataire explique qu'en l'absence de l'extinction automatique, un rondier formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence durant les périodes où il n'y a pas d'employés présents sur le site. L'inspection a rencontré le rondier qui lui a confirmé ces éléments. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le contrat attestant cette prestation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 3 : Vérification périodique des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.  [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant étant absent lors de l'inspection réactive, l'inspection demande le dernier rapport de la vérification annuelle des installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 4 : Vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

<b>Constats :</b> L'exploitant étant absent lors de l'inspection réactive, l'inspection demande les derniers rapports de vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie, notamment concernant la centrale d'alarme incendie et le groupe motopompe.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours